

ADV.

ROYAUME DE BELGIQUE
- 7-MAA-4983
Tribunal de 1^{re} instance
Coordination

L. 8255/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 janvier 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "abrogeant l'arrêté ministériel du 31 décembre 1934 relatif à la réception et la restitution des cautionnements déposés à la Caisse des dépôts et consignations", a donné le 11 février 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e januari 1963 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot opheffing van het ministerieel besluit van 31 december 1934 betreffende de inontvangstneming en de teruggave van de bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponeerde borgtochten", heeft de 11e februari 1963 het volgend advies gegeven :

8.3.63

OBSERVATION GENERALE.

Le projet, bien qu'il manifeste dans le second considérant du préambule l'intention "d'éviter la multiplicité des textes", se borne à remplacer l'arrêté ministériel du 31 décembre 1934, mais laisse subsister l'arrêté ministériel du 27 mars 1935 ainsi que de nombreux textes pris pour l'exécution des lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et qui sont notamment cités dans l'article 46 de ce dernier arrêté.

Pour réaliser l'intention qu'il a exprimée dans le considérant cité, le Gouvernement devrait procéder à une refonte et à une coordination des textes prévus pour l'exécution de l'arrêté royal n°150 du 18 mars 1935.

Il y a lieu d'observer que les règles prévues tant par l'arrêté ministériel du 31 décembre 1934 que par le projet, sont relatives à la réception et à la restitution des seuls cautionnements prévus à l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 18 mars 1935, c'est-à-dire ceux qui sont "destinés à garantir, vis-à-vis d'une administration publique ou d'intérêt public, soit l'exercice de fonctions sujettes à une responsabilité pécuniaire, soit l'accomplissement d'obligations ou l'exécution d'entreprises auxquelles le public est intéressé". Pour éviter toute confusion, il y aurait lieu d'ajouter en tête du projet un article précisant le champ d'application de l'arrêté.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Article 1er.

L'article 9 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 dispose que : "Le cautionnement est la propriété de la personne qui en a fait le dépôt de ses deniers ou valeurs à la Caisse des dépôts et consignations".

Il est évident que la propriété de ce cautionnement peut être transmise suivant les règles du Code civil et notamment par succession.

En prévoyant que toute personne qui est ou devient propriétaire d'un cautionnement est tenue de posséder un compte à l'Office des chèques postaux, le projet a pour effet d'imposer cette obligation aux ayants droit du propriétaire dudit cautionnement, ce qui ne correspond pas aux intentions du Gouvernement suivant les explications données par le fonctionnaire délégué.

Par ailleurs, la mention de "l'Office des chèques et virements postaux" devrait être remplacée par celle de "l'Office des chèques postaux", qui est consacrée par la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal.

Article 2.

L'article 8 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 dispose que: "Tout dépôt doit être accompagné d'une déclaration contenant toutes les indications nécessaires pour mettre l'administration centrale de la Caisse à même de constater la destination des sommes ou valeurs déposées.

Les formules de ces déclarations et les renseignements qu'elles doivent contenir pour chacun des services de la Caisse sont déterminés par arrêté ministériel.

La déclaration signée par le déposant tient lieu de l'acte de gage prévu par l'article 2074 du Code civil et confère au profit du gagiste privilège sur les fonds déposés".

Suivant les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, la déclaration prévue par cet article 8 consiste dans les indications, prévues par l'article 2 du projet, qui sont portées par le déposant sur le coupon de l'ordre de virement. Cette précision devrait être reprise dans le texte qui devrait prévoir, par ailleurs, l'obligation, pour le déposant, d'apposer sa signature sur le coupon de virement.

Article 3.

L'article 7 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 prévoit que : "Tout dépôt donne lieu à la délivrance par la Caisse des dépôts et consignations d'un récépissé, qui est adressé au déposant.

Ce récépissé forme titre envers la Caisse.

Il n'est pas soumis au visa de la Cour des comptes.

La cession et la dation en gage de ce titre et du dépôt qui y a donné lieu ne peuvent être opposées à la Caisse, si elles ne lui sont notifiées suivant les formes prescrites par l'article 32 du présent arrêté".

Suivant les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, le récépissé prévu par l'article 7 précité est la pièce dénommée "certificat d'inscription" par l'article 3 du projet.

Cette précision devrait être reprise dans le projet.

Article 4.

Il y a lieu d'observer que pour obtenir le remboursement du cautionnement, le propriétaire doit se dessaisir du certificat d'inscription qui lui a été délivré et qui forme son seul titre envers la Caisse. Cette façon de procéder paraît contraire aux principes généraux du droit et ne présente pas de garantie suffisante pour le propriétaire contre les risques de perte ou de négligence, puisque, selon le système prévu par le projet, la production du certificat est la condition du remboursement.

Article 6.

La disposition a pour objet de subordonner le maintien d'un cautionnement avec une nouvelle affectation à l'accord de l'administration qui exige le dépôt et du propriétaire du cautionnement.

L'expression "personne qui l'a constitué de ses deniers" est, dès lors, inadéquate.

Article 7.

La disposition de l'article 8 de l'arrêté royal du 18 mars 1935 (citée à propos de l'article 2 du projet) s'applique tant aux dépôts en valeurs qu'aux dépôts en numéraire.

Suivant les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, la déclaration de dépôt, prévue par l'article 8 précité, est distincte du document dénommé dans le projet "reconnaissance de dépôt", lequel reprend les indications portées sur la déclaration de dépôt.

Il serait souhaitable, dans un texte relatif à la réception des cautionnements, de rappeler l'obligation pour le déposant, d'établir la déclaration de dépôt précitée, étant donné qu'il s'agit d'une des pièces auxquelles la loi attache des effets de droit.

Article 11.

L'article 7 de l'arrêté royal du 12 décembre 1934 a été implicitement abrogé et remplacé par l'article 7 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935; c'est donc à cette dernière disposition que l'article 11 doit se référer.

Article 14.

Cette disposition appelle la même observation que celle qui a été formulée à propos de l'article 4 du projet.

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent et apporte diverses modifications de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

ARRETE MINISTERIEL RELATIF A CERTAINS CAUTIONNEMENTS
EN NUMERAIRE ET EN VALEURS DEPOSES A LA CAISSE DES
DEPOTS ET CONSIGNATIONS.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, confirmée par la loi du 4 mai 1936, notamment l'article 44;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1935 d'exécution de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations, notamment les articles 26 et 38;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

.../...

CHAPITRE Ier. - CHAMP D'APPLICATION.Article 1er.-

Le présent arrêté s'applique aux cautionnements prévus par l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935.

CHAPITRE II. - CAUTIONNEMENTS EN NUMERAIRE.Section 1ère. - Dépôts.Article 2.-

Toute personne qui dépose un cautionnement est tenue de posséder un compte à l'Office des chèques postaux.

Article 3.-

Le dépôt des cautionnements s'effectue ...
(article 2 du projet, alinéa 1er)...

Le coupon de l'ordre de virement doit indiquer si le déposant agit en son nom personnel, comme mandataire d'un tiers ou comme bailleur de fonds de celui-ci.

Dans les deux derniers cas, les nom, prénoms, profession et domicile du tiers, et, s'il s'agit d'une société, la dénomination exacte et le siège social de celle-ci, sont mentionnés sur le coupon.

.../...

Dans tous les cas, le coupon doit indiquer l'administration au profit de laquelle le cautionnement est déposé et l'affectation précise de la garantie constituée par le cautionnement; il doit, en outre, être signé par le déposant.

Les indications portées sur le coupon constituent la déclaration prévue par l'article 8 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935.

Article 4.-

Sur le vu des pièces ... (article 3, alinéa 1er, du projet) ...

Ce certificat d'inscription constitue le récépissé prévu par l'article 7 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935.

En même temps que ... (article 3, alinéa 3, du projet) ...

Section 2. - Remboursement.

Article 5.-

... (voir observation relative à l'article 4 du projet).

Article 6.-

La quotité ... (article 5 du projet)...

.../....

Article 7.-

Si l'administration qui a exigé le dépôt du cautionnement et le propriétaire de ce dernier sont d'accord pour maintenir le cautionnement avec une nouvelle affectation, le propriétaire doit souscrire une déclaration conçue dans les termes fixés par la Caisse des dépôts et consignations, qui modifiera le certificat d'inscription en conséquence.

CHAPITRE III. - CAUTIONNEMENTS EN VALEURS.Section 1ère. - Dépôts.Article 8.-

Le dépôt des fonds publics et autres titres constitutifs du cautionnement, effectué à la Banque nationale de Belgique, agissant en qualité de caissier de l'Etat pour compte de la Caisse des dépôts et consignations, ou à l'une de ses agences en province, doit être accompagné d'une déclaration signée par le déposant. Ce dépôt donne lieu, en outre, à l'établissement d'une reconnaissance de dépôt.

Article 9.-

La déclaration et la reconnaissance de dépôt mentionnent :

- 1° a) les nom, prénoms, profession et adresse du propriétaire du cautionnement;
- b) si les valeurs appartiennent à une société, sa dénomination et son siège social;

.../...

- c) si le propriétaire du cautionnement agit comme bailleur de fonds, les nom, prénoms, profession et adresse de la personne physique ou la dénomination et le siège social de la société dont le cautionnement doit garantir les obligations :
- 2° la valeur effective de la garantie à constituer;
- 3° la nature et le montant nominal des valeurs déposées;
- 4° l'administration au profit de laquelle le cautionnement est déposé;
- 5° l'affectation précise de la garantie constituée par le cautionnement.

Article 10.-

Une confirmation ... (article 9 du projet) ...

Article 11.-

Les reconnaissances ... (article 10 du projet) ...

Article 12.-

Sur le vu des pièces qu'elle a reçues de la Banque nationale, la Caisse des dépôts et consignations adresse directement au propriétaire du cautionnement le récépissé de dépôt prévu par l'article 7 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935. En même temps ... (article 11 du projet) ...

.../...

Article 13.-

Sur présentation ... (article 12 du projet) ...

Section 2. - Restitution.Article 14.-

La Caisse des dépôts ... (article 13 du projet) ...

Article 15.-

... (voir avis : observation relative à l'article 4 du projet).

Article 16.-

Dans les cas où ... (article 15 du projet)...

Article 17.-

La reconnaissance de dépôt revêtue ... (article 16 du projet)

Article 18.-

En cas de restitution partielle ... (article 17 du projet) ...

Article 19.-

Les reconnaissances de dépôt ... (article 18 du projet)

.../...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS FINALES.Article 20.-

A l'arrêté ministériel du 27 mars 1935 d'exécution de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'article 26, alinéa 3, est abrogé;
- 2° à l'article 38, les mots "et à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1934" sont remplacés par les mots :
"et à l'arrêté ministériel du ... relatif à certains cautionnements en numéraire et en valeurs déposés à la Caisse des dépôts et consignations".

Article 21.-

L'arrêté ministériel du 31 décembre 1934 concernant la réception et le remboursement des cautionnements déposés à la Caisse des dépôts et consignations et le paiement des intérêts de ces cautionnements est abrogé.

Article 22.-

Le présent arrêté ... (article 20 du projet)...

Bruxelles, le

Le Ministre des Finances,

ALGEMENE OPMERKING.

Ofschoon het ontwerp in de tweede considerans van de aanhef het voornemen te kennen geeft "menigvuldige teksten te vermijden", vervangt het alleen het ministerieel besluit van 31 december 1934, maar handhaaft het dat van 27 maart 1935 alsook talrijke teksten die zijn vastgesteld ter uitvoering van de wetten betreffende de inrichting en de werkwijze van de Deposito- en Consignatiekas, en die onder meer vermeld zijn in artikel 46 van laatstgenoemd besluit.

Wil de Regering het aangekondigde voornemen verwezenlijken, dan zou zij de ter uitvoering van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 vastgestelde teksten moeten herwerken en coördineren.

Op te merken valt, dat zowel de voorzieningen van het ministerieel besluit van 31 december 1934 als die van het ontwerp alleen betrekking hebben op de ontvangst en de teruggave van de borgtochten, bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 18 maart 1935, met andere woorden, die "tot waarborging, tegenover een openbaar bestuur of een bestuur van openbaar belang, hetzij van het uitoefenen van aan geldelijke verantwoordelijkheid gebonden ambten, hetzij van het nakomen van verplichtingen of van de uitvoering van aannemingen, waarbij het publiek betrokken is".

Om verwarring te voorkomen, zou vooraan een eerste artikel het toepassingsgebied van het besluit moeten bepalen.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Artikel 1.

Artikel 9 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 bepaalt : "De borgtocht is eigendom van de persoon die hem uit zijne penningen of waarden bij de Deposito- en Consignatiekas heeft gedeponneerd".

Vanzelfsprekend kan de eigendom van die borgtocht op anderen overgaan overeenkomstig de regelen van het Burgerlijk Wetboek, inzonderheid door erfenis.

Waar het ontwerp zegt dat "ieder persoon die eigenaar van een borgtocht is of wordt, een rekening moet bezitten bij het Bestuur der postchecks", legt het die verplichting ook op aan de rechtverkrijgenden van de eigenaar van die borgtocht, hetgeen, volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, niet de bedoeling van de Regering is.

Anderzijds moet in de Franse tekst de benaming "Office des chèques et virements postaux" worden vervangen door de benaming "Office des chèques postaux", die door de wet van 2 mei 1956 op de postcheck is geijkt.

.../...

Artikel 2.

Artikel 8 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 bepaalt : "Alle deposito moet vergezeld gaan van een aangifte behelzend al de nodige aanduidingen om het hoofdbestuur van de Kas in staat te stellen de bestemming der gedeponeerde sommen of waarden vast te stellen.

De formulieren van deze aangiften en de inlichtingen welke zij voor elk der diensten van de Kas moeten behelzen, worden bij ministerieel besluit bepaald.

De door de deponent ondertekende aangifte geldt als de inpandgevingsakte voorzien bij artikel 2074 van het Burgerlijk Wetboek en verleent aan de pandgever het voorrecht op de gedeponeerde gelden".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bestaat de in dat artikel 8 bedoelde aangifte in de vermeldingen welke de deponent volgens artikel 2 van het ontwerp moet aanbrengen op de strook van de overschrijvingsorder. Dit zou moeten worden gezegd in de tekst zelf, die bovendien de deponent zou moeten verplichten de strook van de overschrijvingsorder te tekenen.

.../...

Artikel 3.

Artikel 7 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 bepaalt ; "Alle deposito geeft aanleiding tot de uitreiking, door de Deposito- en Consignatiekas, van een receptis, dat aan de deponent wordt gestuurd.

Dit ontvangbewijs geldt als rechtstitel tegenover de Kas.

Het is niet onderworpen aan het visa van het Rekenhof.

De overdracht en de inpandgeving van deze titel en van het deposito dat er aanleiding toe gegeven heeft, mogen niet tegen de Kas worden ingebracht, bijaldien zij haar niet betekend zijn volgens de bij artikel 32 van dit besluit voorgeschreven vormen".

Volgens de toelichting van de gemachtigde ambtenaar is het in artikel 7 bedoelde ontvangbewijs het stuk dat artikel 3 van het ontwerp "inschrijvingsbewijs" noemt.

Het ontwerp zou dit moeten zeggen.

Artikel 4.

Op te merken valt, dat de eigenaar, wil hij verkrijgen dat de borgtocht hem wordt terugbetaald, het hem afgegeven inschrijvingsbewijs, dat zijn enige titel tegenover de Kas vormt, uit handen moet geven.

.../...

Die handelwijze lijkt strijdig te zijn met de algemene rechtsbeginselen en verleent de eigenaar geen voldoende waarborg tegen mogelijk verlies of eventuele onachtzaamheid, aangezien volgens de ontwerp-regeling het bewijs moet worden overgelegd om terugbetaling te verkrijgen.

Artikel 6.

Deze bepaling wil de eis stellen dat er, wil men de borgtocht met een nieuwe bestemming behouden, een akkoord is tussen de administratie die hem heeft geëist en de eigenaar ervan.

De uitdrukking "de persoon die hem uit eigen middelen gesteld heeft" is dan ook ondienstig.

Artikel 7.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 18 maart 1935 (hiervoren aangehaald in verband met artikel 2 van het ontwerp) geldt zowel voor deposito's in effecten als voor deposito's in specie.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, verschilt de in genoemd artikel 8 bedoelde deposito-aangifte van het document dat het ontwerp "deposito-bewijs" noemt en dat de op de deposito-aangifte aangebrachte vermeldingen overneemt.

.../...

In een tekst die betrekking heeft op de ontvangst van borgtochten zou in herinnering moeten worden gebracht, dat de deponent bedoelde deposito-aangifte moet opmaken, aangezien die aangifte een van de stukken is waaraan de wet rechtsgevolgen verbindt.

Artikel 11.

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 12 december 1934 is impliciet opgeheven en vervangen door artikel 7 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 ; in artikel 11 moet dus naar die laatste bepaling worden verwezen.

Artikel 14.

Bij deze bepaling is hetzelfde op te merken als bij artikel 4 van het ontwerp.

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met de gemaakte opmerkingen en bevat een aantal niet nader te commentariëren vormwijzigingen.

MINISTERIEEL BESLUIT BETREFFENDE SOMMIGE BIJ DE DEPOSITO-
EN CONSIGNATIEKAS GEDEFONEERDE BORGTOCHTEN IN SPECIE EN
IN EFFECTEN.

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en

.../...

Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936 , inzonderheid op artikel 44 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 maart 1935 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de artikelen 26 en 38 ;

Gelet op het advies van de Raad van State,

BESLUIT :

HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGEBIED.

Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de borgtochten bepaald in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935.

HOOFDSTUK II. - BORGTOCHTEN IN SPECIE.

Afdeling 1. - Deposito's.

Artikel 2.-

Ieder die een borgtocht stelt, moet een rekening bij het Bestuur der postchecks hebben.

.../...

Artikel 3.-

Borgtocht wordt gesteld door overschrijving op postcheckrekening nr 041 van de Deposito- en Consignatiekas.

Op de strook van de overschrijvingsorder moet worden vermeld of de deponent handelt in eigen naam, als lasthebber van een derde dan wel als diens geldschieter.

In beide laatste gevallen worden naam, voornamen, beroep en woonplaats van de derde en, indien het een vennootschap betreft, haar juiste benaming en haar maatschappelijke zetel op de strook vermeld.

In ieder geval moet op de strook de administratie worden vermeld ten bate waarvan de borgtocht wordt gesteld, alsook de juiste bestemming van de waarborg die door de borgtocht wordt gesteld ; de strook moet bovendien door de deponent worden ondertekend.

De op de strook aangebrachte vermeldingen gelden als de aangifte bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935.

Artikel 4.-

Na inzage van de stukken die zij van het Bestuur der postchecks heeft ontvangen, geeft de Deposito- en Consignatiekas een inschrijvingsbewijs af, dat zij rechtstreeks aan de eigenaar van de borgtocht zendt.

.../...

Dat inschrijvingsbewijs geldt als het ontvangbewijs bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935.

Samen met ... (artikel 3, derde lid, van het ontwerp) ...

Afdeling 2. - Terugbetaling.

Artikel 5.-

... (zie opmerking bij artikel 4 van het ontwerp)...

Artikel 6.-

Het terugbetaalbaar gedeelte ... (artikel 5 van het ontwerp) ...

Artikel 7.-

Indien de administratie die het stellen van de borgtocht heeft geëist, en de eigenaar van de borgtocht het eens zijn om deze met een nieuwe bestemming te behouden, moet de eigenaar een verklaring ondertekenen waarvan de tekst wordt vastgesteld door de Deposito- en Consignatiekas, die het inschrijvingsbewijs dienovereenkomstig zal wijzigen.

.../...

HOOFDSTUK III. - BORGTOCHTEN IN EFFECTEN.Afdeling 1. - Deposito's.Artikel 8.-

Overheidsfondsen en andere effecten die bij de Nationale Bank van België, optredend als Rijkskassier voor rekening van de Deposito- en Consignatiekas of bij een van haar agentschappen buiten de hoofdstad als borgtocht worden gedeponeerd, moeten vergezeld gaan van een door de deponent ondertekende aangifte. Naar aanleiding van dat deposito wordt bovendien een depositobewijs opgemaakt.

Artikel 9.-

De aangifte en het depositobewijs vermelden :

- 1° a) naam, voornamen, beroep en adres van de eigenaar van de borgtocht;
 - b) indien de effecten aan een vennootschap toebehooren, haar benaming en haar maatschappelijke zetel;
 - c) indien de eigenaar van de borgtocht optreedt als geldschietster, naam, voornamen, beroep en adres van de natuurlijke persoon of de benaming en de maatschappelijke zetel van de vennootschap wier verbintenissen de borgtocht moet waarborgen;
- 2° de werkelijke waarde van de te stellen waarborg;
- 3° aard en nominaal bedrag van de gedeponeerde effecten;

4° de administratie ten bate waarvan de borgtocht wordt gesteld;

5° de juiste bestemming van de waarborg die door de borgtocht wordt gesteld.

Artikel 10.-

De Rijkskassier stelt de deponent een bevestiging van het deposito ter hand.

Artikel 11.-

De Rijkskassier zendt dagelijks aan de Deposito- en Consignatiekas de depositobewijzen en de door zijn diensten opgemaakte documenten, waaronder een exemplaar van de door de deponent ondertekende deposito-aangifte.

Artikel 12.-

Na inzage van de stukken die zij van de Nationale Bank heeft ontvangen, zendt de Deposito- en Consignatiekas rechtstreeks aan de eigenaar van de borgtocht het in artikel 7 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 voorgeschreven ontvangbewijs. Samen met het ontvangbewijs ... (artikel 11 van het ontwerp)...

Artikel 13.-

Op vertoon van ... (artikel 12 van het ontwerp)

...

.../...

Afdeling 2. - Teruggave.Artikel 14.-

Alleen de Deposito- en Consignatiekas ...
(artikel 13 van het ontwerp) ...

Artikel 15.-

... (zie advies : opmerking bij artikel 4
van het ontwerp) ...

Artikel 16.-

In de gevallen dat het deposito moet worden
teruggegeven tegen kwijting door niet allen met name op
het depositobewijs vermelde personen, moeten de stukken
ten bewijze van de volmacht van hen die bevoegd zijn om
geldig kwijting te verlenen, door de betrokkenen aan de
Deposito- en Consignatiekas worden overgelegd.

Artikel 17.-

Het depositobewijs ... (artikel 16 van het
ontwerp) ...

Artikel 18.-

Bij gedeeltelijke teruggave ... (artikel 17 van
het ontwerp) ... en stelt de deponent een bevestiging
van het deposito voor in pand blijvende effecten ter
hand.

.../...

Artikel 19.-

Onmiddellijk na ... (artikel 18 van het ontwerp) ...

HOOFDSTUK IV. - SLOTBEPALINGEN.Artikel 20.-

In het ministerieel besluit van 27 maart 1935 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° artikel 26, derde lid, wordt opgeheven;
- 2° in artikel 38 worden de woorden "en het ministerieel besluit van 31 december 1934" vervangen door de woorden "en het ministerieel besluit van ... betreffende sommige bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponeerde borgtochten in specie en in effecten".

Artikel 21.-

Het ministerieel besluit van 31 december 1934 betreffende de ontvangst en de teruggaaf der in de Deposito- en Consignatiekas neergelegde borgtochten en de betaling van de daaraan verbonden intresten, wordt opgeheven.

Artikel 22.-

Dit besluit ... (artikel 20 van het ontwerp)

...

Brussel, de

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

P. DE VISSCHER,

J. ROLAND,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUETENS.